



L'INSTITUT DE LA CAD

ÉVALUATION DE LA MENACE

**L'HORIZON DES
OPPORTUNITÉS DANS LA
RÉGION INDO-PACIFIQUE**

JAMES BOUTILIER

L'horizon des opportunités dans la région indo-pacifique

James Boutillier

L'honorable Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères, a lancé la nouvelle stratégie indo-pacifique du Canada à Vancouver le 27 novembre 2022.¹ Cette stratégie est bien intentionnée, ambitieuse et... en retard de quarante ans ! Le commerce transpacifique a dépassé le commerce transatlantique en 1983² et bien qu'il y ait eu un certain nombre d'expressions d'intérêt pour le potentiel de la région, par exemple la création de la Fondation Asie Pacifique du Canada en 1984³ et l'accueil de la réunion de la Coopération économique Asie-Pacifique en 1997, le Canada n'a pas été en mesure d'atteindre ses objectifs, le gouvernement fédéral n'a pas réussi à formuler une stratégie d'engagement dans ce qui était, sans aucun doute, la région économique la plus dynamique du monde. En outre, au moment même où la République populaire de Chine (RPC) passait de la dixième à la deuxième économie mondiale, l'intérêt d'Ottawa pour ce que l'on appelait alors l'"Asie-Pacifique" n'a cessé de s'amenuiser.⁴ Ainsi, les communautés d'universitaires canadiens connaissant l'Asie ont vu leur financement

diminuer tandis qu'Ottawa se concentrait sur la récession de Wall Street en 2007-2008 et sur la guerre en Afghanistan.

L'arrestation de Meng Wanzhou, directrice financière du géant chinois des communications Huawei, à l'aéroport de Vancouver en décembre 2018, a changé la donne. Les Américains avaient émis un mandat d'arrêt à l'encontre de Meng, au motif qu'elle aurait fraudé la Hong Kong Shanghai Bank Corporation, et les autorités canadiennes ont exécuté le mandat. Peu après, le gouvernement chinois a riposté en emprisonnant deux personnes, Michael Kovrig et Michael Spavor.⁵ Cette affaire a galvanisé l'opinion publique canadienne et soulevé la question longtemps différée mais inéluctable : "Quelles seront les relations du Canada avec la Chine - et par extension, avec la région indo-pacifique - à l'avenir ?".

Le Canada n'a pas été le seul à procéder à cette réévaluation. Il y avait déjà de nombreux signes avant-coureurs. Le président Xi Jinping est arrivé au pouvoir en RPC en 2012 et le Parti communiste chinois (PCC), traditionnellement opaque, brutal et secret, est devenu de plus en plus répressif à l'intérieur du pays et agressif à l'étranger. En effet, la coercition, l'arrogance et le comportement menaçant de la Chine ont déclenché une réaction mondiale contre la RPC. Le président

¹ Government of Canada, "Canada's Indo-Pacific Strategy", PDF Version, November 2022

² Reeves to Boutillier: Personal Communication, 19 January 2023

Peter Swartz, "The US Navy in the world (1981-1990) Centre for Naval Analysis, December 2011, 6

³ Asia Pacific Foundation of Canada website.

"The Asia Pacific Foundation of Canada, created by an Act of Parliament in 1984, is an independent, not-for-profit think-tank on Canada's relations with Asia".

⁴ World Bank, "List of countries by largest historical GDP".

⁵ CBC News, "The Meng Wanzhou Huawei Saga: A Timeline", 25 September 2021.

américain, Donald Trump, a pris des mesures commerciales punitives contre la Chine, l'OTAN a commencé à réévaluer ses relations avec la RPC et un certain nombre d'États européens ont eu la témérité, aux yeux de Pékin, de critiquer publiquement certains aspects de la politique étrangère chinoise⁶.

Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une perte d'innocence plus large de la part du monde occidental. Pendant des décennies, les décideurs politiques américains et d'autres pays ont considéré qu'avec le soutien et les opportunités nécessaires - comme l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce - la RPC deviendrait de plus en plus libérale dans sa vision des choses. En 2010, ils ont pris conscience de la faillite de cette approche et du fait que le PCC devenait, au contraire, plus autoritaire et plus hostile aux valeurs et aux intérêts occidentaux.⁷ Ce n'est pas pour rien que le politologue Stein Ringen, de l'Université d'Oxford, a intitulé son étude de 2016 sur la Chine contemporaine "The Perfect Dictatorship" (La dictature parfaite).⁸

Les Canadiens avaient déjà été alertés sur les dimensions inquiétantes de leurs relations avec la RPC. En 2010, Richard Fadden, chef du Service canadien du renseignement et de la sécurité (SCRS), avait prévenu, avec prudence, que des États étrangers (terme que la plupart des gens considèrent comme désignant la Russie et la Chine) se livraient à

l'espionnage industriel et tentaient d'influencer la politique intérieure du Canada. Malheureusement, les avertissements bien intentionnés de M. Fadden sont restés lettre morte et il a été vivement critiqué pour avoir soulevé des questions aussi délicates. En 2019⁹ (un mois seulement après l'arrestation de Mme Meng), Jonathan Manthorpe, journaliste international très expérimenté, a publié une analyse détaillée et accablante des activités du UnitedFront Work Department (UFWD) du PCC au Canada. Ce compte rendu donnait entièrement raison à l'avertissement précédent de Fadden. Le livre de Manthorpe, intitulé *Claws of the Panda*, énumère le degré alarmant auquel le L'UFWD a pénétré la société canadienne, intimidé les membres de la diaspora chinoise vivant au Canada et cherché à influencer les débats et les campagnes politiques au Canada.¹⁰

Le gouvernement fédéral, confronté à cet ensemble de preuves de plus en plus nombreuses concernant la véritable nature de la PCC, a finalement été incité à agir. Cependant, le processus de gestation de la stratégie indo-pacifique a été pour le moins atténué et incertain. Les retards se sont succédé et il y a eu un manque de transparence sur ce qui se passait et sur les personnes qui avaient été sélectionnées pour rédiger la stratégie. Finalement, en juin 2022, Affaires mondiales Canada (AMC) a annoncé

⁶ CBC News, "The Meng Wanzhou Huawei Saga: A Timeline", 25 September 2021.

⁷ James Fallows, "China's Great Leap Backwards", *The Atlantic*, December 2016, 1-23.

⁸ Stein Ringen, *The Perfect Dictatorship: China in the 21st Century* (Hong Kong: Hong Kong University Press, 2016).

⁹ CTV News, "Chinese Canadians Demand Explanation from CSIS Head", 2 July 2010.

¹⁰ Jonathan Manthorpe, *Claws of the Panda: Beijing's Campaign of Influence and Intimidation in Canada* (Toronto, Cormorant Books, 2019).

la composition du Comité consultatif indo-pacifique. Il devait y avoir trois coprésidents, onze membres du comité et trois conseillers auprès des coprésidents.¹¹

La politique étrangère canadienne est soutenue par une puissante dynamique missionnaire, qui se reflète clairement dans la sélection des membres du comité et dans les dimensions autochtones et féministes de la stratégie. L'examen des curriculum vitae des participants suggère que quatre membres ont été sélectionnés sur la base de leur expérience en matière d'études de genre et d'autonomisation des femmes. Aucune de ces personnes ne semble avoir une expérience asiatique ou une expertise régionale démontrable. Les conseillers des coprésidents avaient une réputation bien établie en ce qui concerne l'Asie, mais sept membres semblent n'avoir que peu ou pas d'expérience asiatique. Malheureusement, le représentant principal du ministère de la défense semble n'avoir eu aucune expérience en Asie, à l'exception d'une affectation à Kandahar.¹²

Je ne peux qu'imaginer qu'il y a eu un véritable débat théologique au début des délibérations de la commission sur ce qui constituait l'"Indo-Pacifique". L'expression est souvent attribuée à feu Shinzo Abe, le premier ministre japonais, mais elle a commencé à apparaître dans la littérature quelques années avant qu'il ne l'utilise en

2007. Les analystes politiques ont fait valoir que les deux grands océans - Indien et Pacifique - étaient inextricablement liés par les voies maritimes commerciales (environ 90 000 navires par an passent par l'étroit détroit de Malacca), les opérations navales régionales et les ambitions des grandes puissances.¹³ Quoi qu'il en soit, le terme "Indo-Pacifique" est désormais largement répandu, notamment en raison de l'intégration régulière de l'Inde dans les groupements régionaux et les flux commerciaux mondiaux. Toutefois, il reste encore quelques questions qui laissent perplexes. Si l'Inde est incluse, tout va bien, mais où tracer la frontière la plus occidentale de l'Indo-Pacifique ? Je pense que la commission a décidé, à juste titre, d'arrêter l'Indo-Pacifique au col de Khyber, ce qui exclut malheureusement l'Afghanistan. Je dis "malheureusement" parce que les femmes et les filles afghanes, qui subissent les traitements les plus flagrants et les plus brutaux aux mains des talibans, se situent au-delà de la portée féministe et responsabilisante de la stratégie.¹⁴

De même, on pourrait s'interroger sur l'absence d'États d'Amérique du Sud, comme le Chili et le Pérou, qui entretiennent des liens de plus en plus étroits avec l'Asie. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont mentionnées en passant, notamment en ce qui concerne leurs communautés indigènes, mais sont par

¹¹ Global Affairs Canada, "Minister Joly announces new Indo-Pacific advisory committee", 9 June 2022. Margaret McCuaig-Johnson, "Canada Joins the Indo-Pacific Strategy Club", *The Diplomat*, 29 November 2022.

¹² Global Affairs Canada, 9 June 2022.

¹³ Mercy Kuo, "The Origins of 'Indo-Pacific' as a Geopolitical Construct", *The Diplomat*, 25 January 2018.

¹⁴ Anon., "The Taliban and Afghan Women", Feminist Majority Foundation website, 2023.

ailleurs absents de la discussion. D'une part, on pourrait faire valoir que les quarante nations couvertes par le rapport suffisent amplement. D'autre part, les villes australiennes de Sydney, Melbourne et Perth comptent parmi les principaux bénéficiaires de l'investissement étranger direct canadien, un élément essentiel du paysage commercial indo-pacifique. En outre, étant donné que la stratégie comporte une forte dimension de défense et de sécurité, le Canada devrait se positionner en tant que futur membre d'AUKUS, l'accord de défense entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui a bien plus à voir avec la coopération trilatérale en matière de défense qu'avec la fourniture de sous-marins à propulsion nucléaire (mais pas à armement nucléaire) à la marine royale australienne (RAN).¹⁵

Le commerce occupe une place importante dans la stratégie, ce qui n'est guère surprenant. Il s'agit d'une activité - en fait, d'un large éventail d'activités - qui présente un intérêt vital pour les gouvernements, les municipalités, les entreprises et les citoyens. L'accent mis sur le commerce est néanmoins empreint d'une profonde ironie. Comme l'indique clairement la stratégie, dans dix-sept ans, l'Indo-Pacifique devrait représenter 50 % du PIB mondial. C'est un lieu commun de le dire aujourd'hui, mais ce à quoi nous avons assisté au cours des quatre dernières décennies, c'est à une migration du centre de gravité économique mondial de la zone euro-atlantique vers la zone indo-pacifique. Le

"gâteau" commercial global a connu une croissance colossale au cours de cette période, mais la part du Canada n'a, pour l'essentiel, pas suivi le rythme de cette expansion.¹⁶ Comme beaucoup d'autres, les Canadiens ont été impressionnés par la croissance explosive du marché chinois, mais les exportations canadiennes de marchandises vers la RPC ne représentent que 4 % (alors que les importations s'élèvent à 12 %). Comme le souligne la stratégie : "...l'essor de l'Indo-Pacifique peut créer des avantages locaux extraordinaires, ainsi qu'accroître la prospérité et stimuler la croissance économique dans l'ensemble du Canada (p.4)" C'est vrai, mais les performances passées suggèrent qu'il s'agira d'un combat difficile.

Au début de la stratégie, les auteurs énumèrent cinq "objectifs stratégiques interconnectés" (même si certains pourraient faire valoir qu'il s'agit plutôt d'objectifs dont le degré de réalisation doit pouvoir être mesuré), à savoir promouvoir la paix, développer le commerce, relier les peuples, construire un avenir vert et devenir "un partenaire actif et engagé dans la région indo-pacifique (p.8)". Tout cela est très bien : il s'agit certainement d'objectifs louables. Toutefois, je suggérerais que le cinquième objectif soit placé en premier : le grand échec durable du Canada au fil des ans est d'avoir

¹⁵ Government of Canada, "CPTPP Partner: Australia", 30 November 2022.

This broadsheet states that Australia is "by far the largest destination in Asia Pacific [of Canadian direct investment abroad; \$26.5 billion in 2016]."

¹⁶ Reeves to Boutilier: Personal Communication, 13 January 2023.

été perçu comme un éternel désengagé.¹⁷ On pourrait dire que si le Canada s'occupe des quatre premiers objectifs, le cinquième objectif sera naturellement atteint. Toutefois, l'expérience que j'ai acquise au fil des décennies dans la région est que mes interlocuteurs se plaignaient constamment des Canadiens qui apparaissaient épisodiquement pour ensuite ne plus être vus ! Il s'agit là d'un déficit de perception critique qu'il convient de combler, que la critique soit justifiée ou non.

Certes, la stratégie contient des recommandations spécifiques en faveur d'une présence accrue, mais il sera essentiel que le Canada reste en place s'il espère persuader ses partenaires asiatiques qu'il prend l'engagement au sérieux. L'une des clés du succès à long terme sera l'adhésion bipartisane des acteurs suivants tous les partis représentés au Parlement. Si ce n'est pas le cas, la stratégie sera victime des aléas de la politique électorale.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est désignée dans la stratégie comme l'un des principaux centres d'intérêt du Canada. Comme la plupart des Canadiens le savent, l'ANASE est une association de dix pays fondée en 1967 (et élargie par la suite à ses membres actuels), située à la frontière entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. Elle englobe une variété déconcertante d'États (immenses, comme le vaste État archipelagique d'Indonésie, et minuscules,

comme la dynamique et riche cité-État de Singapour), de religions, d'économies et de cultures. L'ANASE offre au Canada la possibilité de diversifier ses échanges commerciaux. Cela dit, un phénomène inquiétant se dessine dans les rangs de l'ANASE, qui semble devoir nuire à l'efficacité de l'association en tant qu'organisation régionale. La Chine a réduit deux des États membres, le Laos et le Cambodge, au statut de vassaux. L'ANASE fonctionnant sur la base du consensus, il semble hautement improbable que l'association puisse fonctionner efficacement si une question contraire aux intérêts de Pékin est soumise au vote de l'organe. Une certaine paralysie opérationnelle semble donc se profiler, bien qu'il soit difficile de prévoir exactement l'impact à long terme sur l'association.¹⁸

Les lecteurs de la stratégie ne seront guère surpris que l'Arctique figure dans la vision canadienne de l'Indo-Pacifique. Comme le disent poliment les auteurs, "...le Canada est conscient que les puissances de la région indo-pacifique considèrent l'Arctique comme une région d'opportunités (p.24)". Cette référence voilée à la RPC, qui se considère, selon une logique torturée, comme un "pays proche de l'Arctique", n'est pas sans importance.

La stratégie affirme ensuite que "le Canada renforcera sa position en tant que puissance

¹⁷ Leonard Edwards and Peter Jennings, *Facing West, Facing North: Canada and Australia in East Asia*, (Canberra and Waterloo, Australian Strategic Policy Institute and the Centre for International Governance Innovation, 2014), 50.

¹⁸ Umair Jamal, "Could ASEAN expel Cambodia and Laos over their allegiance to China?", *ASEAN Today*, 17 November 2020.

arctique et défendra la souveraineté de l'Arctique (p.24)". Malheureusement, la situation serait drôle si elle n'était pas aussi grave. En août 2007, le Premier ministre Stephen Harper a annoncé, entre autres, que le Canada construirait une base de ravitaillement austère à Nanisivik, dans le nord-ouest de l'île de Baffin, à l'usage des navires de la Marine royale canadienne (MRC) opérant dans l'est de l'Arctique. Cette base devrait être achevée en 2025, dix-huit ans après l'engagement de M. Harper.¹⁹ Si le gouvernement fédéral agit à ce rythme, il est extrêmement difficile d'imaginer que des pays étrangers perçoivent le Canada comme une "puissance arctique" authentique et dévouée.²⁰

La marine royale canadienne figure également dans une autre recommandation de la stratégie, à savoir que trois frégates de la MRC devraient être déployées chaque année dans la région indo-pacifique. Les douze frégates de classe Halifax sont les bêtes de somme de la flotte. D'une part, ces frégates sont de superbes navires. Elles peuvent accueillir une réception diplomatique dans un port étranger pour soutenir les objectifs de la politique étrangère du Canada et, un instant plus tard, métaphoriquement parlant, elles peuvent prendre la mer pour appliquer les sanctions des Nations unies ou engager des hostilités. Aucun autre système d'arme de

l'arsenal canadien ne possède une telle polyvalence nuancée. D'un autre côté, ces navires vieillissent. Ils ont été conçus dans les années 1970, construits dans les années 1980 et livrés dans les années 1990. Le dernier d'entre eux, le NCSM Ottawa, est arrivé en Esquimalt, en Colombie-Britannique, en 1996. Ces navires ont été conçus pour une durée de vie de 25 ans. Cela signifie que même le navire le plus récent a déjà 27 ans. Le plus ancien a environ 33 ans. Ils ont parcouru des millions de kilomètres, leurs remplaçants n'arriveront que dans une ou plusieurs décennies, et la règle du un sur trois s'applique quel que soit leur avenir.²¹ Dans sa forme la plus simple, cette règle nous dit que si nous avons six navires, seuls deux sont susceptibles d'être disponibles pour un déploiement à l'étranger. Les autres seront en période de travail ou de formation. Cela signifie qu'il sera très difficile pour la MRC de respecter la recommandation de la stratégie visant à ce que trois navires soient opérationnels chaque année dans la région indo-pacifique.

Il ne faut pas oublier non plus que les distances dans le Pacifique sont énormes. La distance entre Esquimalt et Pearl Harbor à Hawaï correspond à la traversée de l'Atlantique et si l'on veut continuer jusqu'à Sydney, en Australie, il faut traverser deux autres "Atlantiques". Cela dit, l'Indo-

¹⁹ CBC News, "Arctic naval refueling station set to open in 2014, 9 years behind schedule", 19 January 2023.

²⁰ Adam Zivo, "Canada's broken tanks evince an unserious security partner", Washington Examiner, 23 January, 2023.

²¹ Andrew Coyne, "Canada's F-35 jet procurement isn't even our most embarrassing debacle", The Globe and Mail, 14 January 2023.

Lee Berthiaume, "Indo-Pacific Strategy adds more Pressures to Navy Amid Ship, Sailor Shortages", Global News, 28 November 2022.

Pacifique est la quintessence de l'arène maritime où les navires - et les sous-marins - sont la monnaie du royaume et où la contestation maritime est à l'ordre du jour. Par conséquent, les navires de guerre de la MRC continueront, par définition, à jouer un rôle essentiel dans cette arène.

L'un des domaines abordés dans la stratégie invite le Canada à être "...un partenaire responsable et fiable en matière de sécurité énergétique (p.18)" dans la région indo-pacifique. Ironiquement, moins de deux mois après le lancement de la stratégie indo-pacifique, le premier ministre japonais, Fumio Kishida, est arrivé à Ottawa dans l'espoir d'obtenir l'accès à des ressources énergétiques dont il a désespérément besoin de gaz naturel liquéfié (GNL) canadien.²² Les importations japonaises de GNL russe ont été menacées par les tensions russo-japonaises liées à l'agression de la Russie en Ukraine. Le développement de pipelines et d'installations portuaires pour les exportations de GNL à partir de la côte ouest du Canada a été retardé pendant des années en raison des protestations des écologistes et des négociations avec les Premières nations. Les premières expéditions vers l'Asie ne devraient pas avoir lieu avant 2025. Ainsi, au moment

même où les écologistes asiatiques font campagne pour plus de GNL en remplacement du charbon (la RPC, par exemple, exploite plus de 1 100 centrales au charbon), car il entraîne moins d'émissions de gaz à effet de serre, le Premier ministre Kishida a dû subir un discours du Premier ministre Trudeau sur les vertus de la décarbonisation ; ce n'est pas vraiment un exemple de ce que le Canada est un "partenaire fiable en matière de sécurité énergétique". Si la décarbonisation est certainement un objectif admirable et utile, le pétrole et le GNL feront partie du bouquet énergétique mondial pendant un certain temps encore, que cela nous plaise ou non, et le Canada semble actuellement tergiverser au lieu d'agir de manière décisive !²³

Deux autres domaines extrêmement importants mis en évidence par la stratégie concernent le changement climatique et l'appauvrissement constant de la biodiversité. Les nouvelles sont sombres sur les deux fronts. De plus en plus, une augmentation de 1,5 degré centigrade des températures mondiales est considérée non seulement comme irréalisable, mais aussi comme illusoire.²⁴ Si l'on considère les taux de perte de la biodiversité, la situation ne peut être

²² Anon., Statista, "Energy and Environment", July 2022.

China had 1,118 coal-fired plants in 2022. The United States had 225.

Reuters Staff, "Q+A, How do Emissions from LNG and Coal Compare?", 10 May 2014.

"Burning LNG in power plants produces roughly 40% fewer greenhouse gas emissions compared with black coal".

Paul Homewood, "China is building 43 new coal-fired power plants", *Time*, 24 August 2021.

"China is leading the world in new coal powered plants, building more than three times as much new Coal power capacity as all other countries in the world combined in 2020"

²³ Michael Higgins, "With 'True Friends' Like Canada, Japan doesn't need Enemies", *National Post*, 17 January 2023.

Kucharski to Boutilier: Personal Communication: 13 January 2023.

²⁴ Anon., "Goodbye 1.5C", *The Economist*, 5 November 2022, 11

décrite que comme presque catastrophique. Deux exemples suffiront. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des tigres ont disparu dans le monde. Ils sont en grande partie victimes de braconniers désireux d'alimenter un marché "médicinal" insatiable, principalement en Chine. Il en va de même pour les rhinocéros d'Afrique, dont le nombre est passé de plusieurs centaines de milliers au XIXe siècle à moins de 30 000 aujourd'hui ; Les pays d'Europe centrale et orientale sont en train de s'engager sur la voie de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.²⁵ La Chine est également le principal responsable - à l'échelle nationale - des émissions de gaz à effet de serre. Les Canadiens sont invités à s'adresser à la Chine en toute lucidité lorsqu'il s'agit de ralentir le changement climatique, car une solution globale à ce problème existentiel ne peut être trouvée qu'avec l'accord de la Chine. La réputation de la RPC de faire fi des lois et des normes internationales rend cette tâche particulièrement difficile²⁶, mais si le Canada veut construire des communautés "résilientes" (un terme que les auteurs insistent pour utiliser sans cesse), il doit être prêt à traiter avec Pékin.

Les droits de l'homme sont un thème omniprésent dans la stratégie. Lorsque l'on

examine la région et le traitement réservé aux Tibétains, aux Rohingyas et aux Ouïghours (pour ne citer que quelques-uns des groupes ethniques victimes de violations des droits de l'homme dans la région), la nécessité d'accorder une plus grande attention à la question des droits de l'homme et de prendre des mesures dans ce domaine est inéluctable. La stratégie prend comme point de départ la Politique d'aide internationale féministe du gouvernement fédéral de 2017.²⁷ Cette politique reflète l'engagement idéologique des libéraux en faveur d'une politique étrangère féministe et, une fois de plus, sa raison d'être est entièrement justifiée. Le problème, axiomatiquement, est de savoir comment faire avancer ce programme face à des sociétés profondément conservatrices et patriarcales où les croyances religieuses ont été éditées de manière à discriminer les femmes et les jeunes filles. La Chine, bien sûr, constituera un défi particulier. Malgré tout son pouvoir, le PCC est profondément insécurisé. Il est xénophobe et considère que de sinistres forces étrangères sont à l'œuvre pour miner la société chinoise, où les femmes sont confrontées à toute une série de pressions sociales iniques qui vont à l'encontre de leur bien-être. Comment, dès lors, une présence

²⁵ Bryan Christie, "Deadly Trade", *National Geographic*, vol. 230, no.4, October 2016, 64.

²⁶ Duanjie Chen, "Moving Beyond Rhetoric: Understanding the Practical Consequences of a Canada-China Free Trade Agreement", MacDonal-Laurier Institute, March 2019, 4.
Editorial, "China Interprets International Law to Suit its Convenience", *The Asahi Shimbun*, 20 June 2016.

²⁷ Government of Canada, "Canada's Feminist International Assistance Policy" 2017 (modified 24 August 2021)

canadienne accrue dans la région améliorera-t-elle la condition de ces femmes ?²⁸

La collaboration et la coopération entre les peuples autochtones de la région sont préconisées, bien qu'ils ne représentent qu'une fraction microscopique d'un pour cent des quelque cinq milliards d'habitants couverts par la stratégie. ²⁹Alors que les Australiens et les Néo-Zélandais sont largement laissés de côté, il est rassurant de constater que, contrairement à de nombreux rapports régionaux, la stratégie indo-pacifique reconnaît l'importance des insulaires du Pacifique, qui occupent un vaste espace géostratégique de plus en plus vulnérable et contesté. Les Chinois tentent de projeter leur influence sur la Mélanésie et la Polynésie occidentale, ce qui a suscité l'inquiétude de Canberra, Wellington et Washington.³⁰ Le Canada, qui est en quelque sorte une partie neutre, a un rôle à jouer dans ce domaine et de modestes allocations d'aide ciblée feront une différence manifeste en Océanie. Cela nous amène en fait au budget de la stratégie : plusieurs milliards sur cinq ans. Cela me semble bien trop peu pour une entreprise aussi vaste et ambitieuse. L'absence probable d'une adhésion bipartisane à la stratégie est une autre source d'inquiétude. Le prochain gouvernement poursuivra-t-il la stratégie avec le même degré d'énergie et d'engagement ou

le programme régional sera-t-il victime de la politique partisane ?

Le sous-titre de la stratégie indo-pacifique est "Un nouvel horizon d'opportunités". Je dirais que, dans le meilleur des cas, il s'agit d'une nouvelle version d'un "ancien horizon d'opportunités". Cela fait des décennies que les choses sont écrites, mais les gouvernements successifs et la communauté bureaucratique d'Ottawa n'ont pratiquement pas su reconnaître les proportions véritablement historiques du changement économique et géostratégique qui s'opérait sous leurs yeux. Cette cécité était le résultat d'un esprit de clocher satisfait, d'une condition de confort relatif dans les relations du Canada avec les États-Unis, ainsi qu'un héritage culturel rassurant du monde atlantiste. Il n'y avait pas d'OTAN en Asie, les distances dans la région étaient impressionnantes, les langues étaient inconnues, les coutumes semblaient impénétrables et les cultures étaient au mieux exotiques et au pire déroutantes. Il était de loin préférable, semblait-il, du moins inconsciemment, de continuer à faire comme si de rien n'était.

Trump et Xi nous ont peut-être rendu service, le premier en raison de sa réaction brutale à l'égard de la RPC et le second en raison de son arrogance débridée. L'affaire

²⁸ Anon., "Gender Discrimination in China", The Ohio State University, 27 March 2021.

Joanna Chiu, *China Unbound*, (Toronto, House of Anansi Press Inc., 2021), 40.

²⁹ He overall figures are misleading. On page 2 of the "Strategy", reference is made to "over four billion people", but elsewhere on the same page reference is made to the 40 countries of the Indo-Pacific encompassing "65 percent of [the] world's population" which is roughly 5.2 billion people. The indigenous population of the four nations listed is approximately 3,900,000.

³⁰ David Wroe, "China eyes Vanuatu military base in plan with global ramifications", *Sydney Morning Herald*, 9 April 2018.

Meng et le traitement épouvantable des "Deux Michaels" ont déchiré le voile de nos yeux, révélant à quel point nous avons été complaisants, naïfs et indifférents face aux nouvelles réalités. Enfin, avec quatre décennies de retard, nous avons été incités à agir. Le résultat est louable à sa manière. Ottawa, une capitale étrangement réticente à l'idée de s'attaquer aux priorités nationales, s'est montrée à la hauteur de la situation.³¹ Le produit doit être applaudi, même si de nombreux objectifs sont largement fondés sur des vœux pieux. L'heure est maintenant au travail acharné ; engager des ressources réelles, maintenir le cap, faire preuve de patience, promouvoir les valeurs de manière nuancée et empathique, se manifester et persuader les futurs gouvernements d'adhérer aux objectifs de la stratégie. Toutes ces choses seront difficiles. En fait, elles seront probablement très difficiles. Ottawa a une longue histoire d'annonces désinvoltes, de rhétorique tristement dénuée de réalité. Espérons que cet exercice novateur fera voler en éclats ce moule.

James (Jim) Boutilier a été pendant 23 ans le conseiller spécial en engagement international des Forces maritimes du Pacifique, la formation navale de la côte ouest de la Marine royale canadienne (MRC), où il était chargé de conseiller les hauts dirigeants de la MRC sur les questions géopolitiques et problèmes de sécurité maritime dans l'Indo-Pacifique. Avant sa nomination, M. Boutilier a enseigné l'histoire au Collège militaire Royal Roads pendant 24 ans. Il a publié de nombreux articles sur les questions de défense et de sécurité internationales, dont « RCN in Retrospect » (1982), ainsi que dans *Asia-Pacific Defence Reporter* et l'Institut canadien des affaires internationales. Le Dr Boutilier a obtenu son doctorat. en histoire de l'Université de Londres, sa maîtrise en histoire de l'Université McMaster et son B.A. en histoire de l'Université Dalhousie.

³¹ Zachary Paikin, "The 'Freeland Doctrine' and Canada's Indo-Pacific Strategy: Between Isolation and Confusion", Network for Strategic Analysis, 2 January 2023, 1,4.